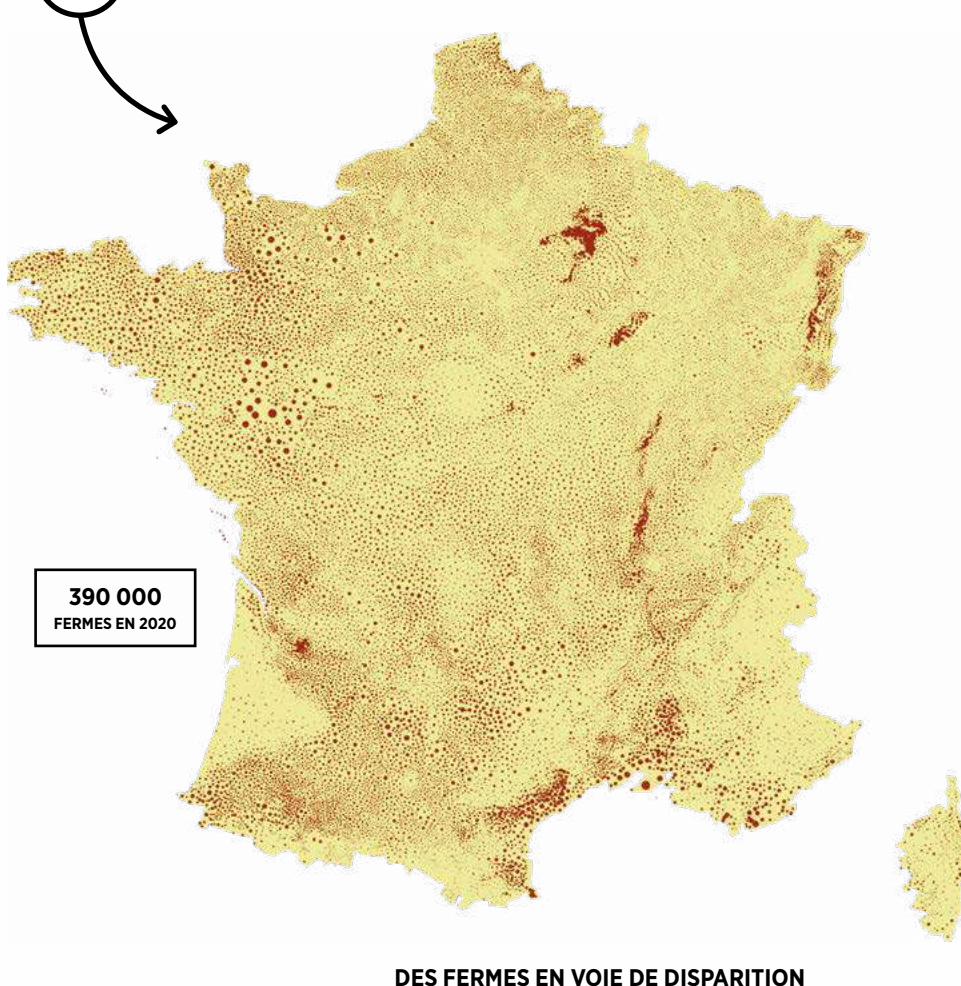
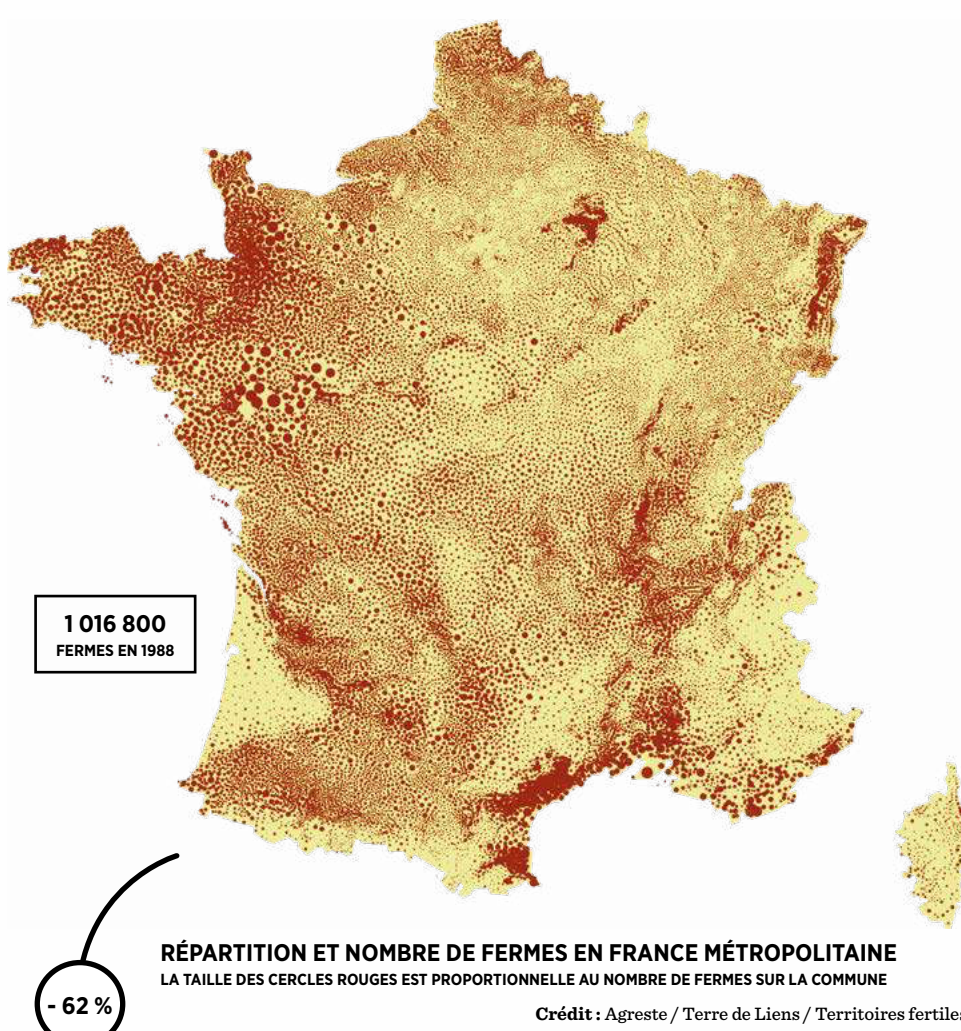
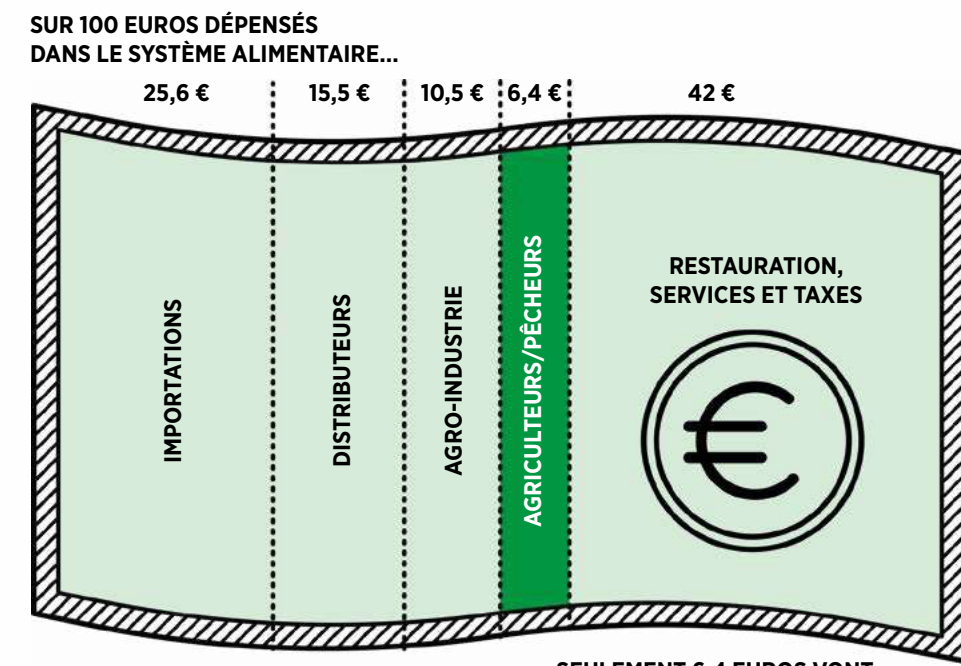


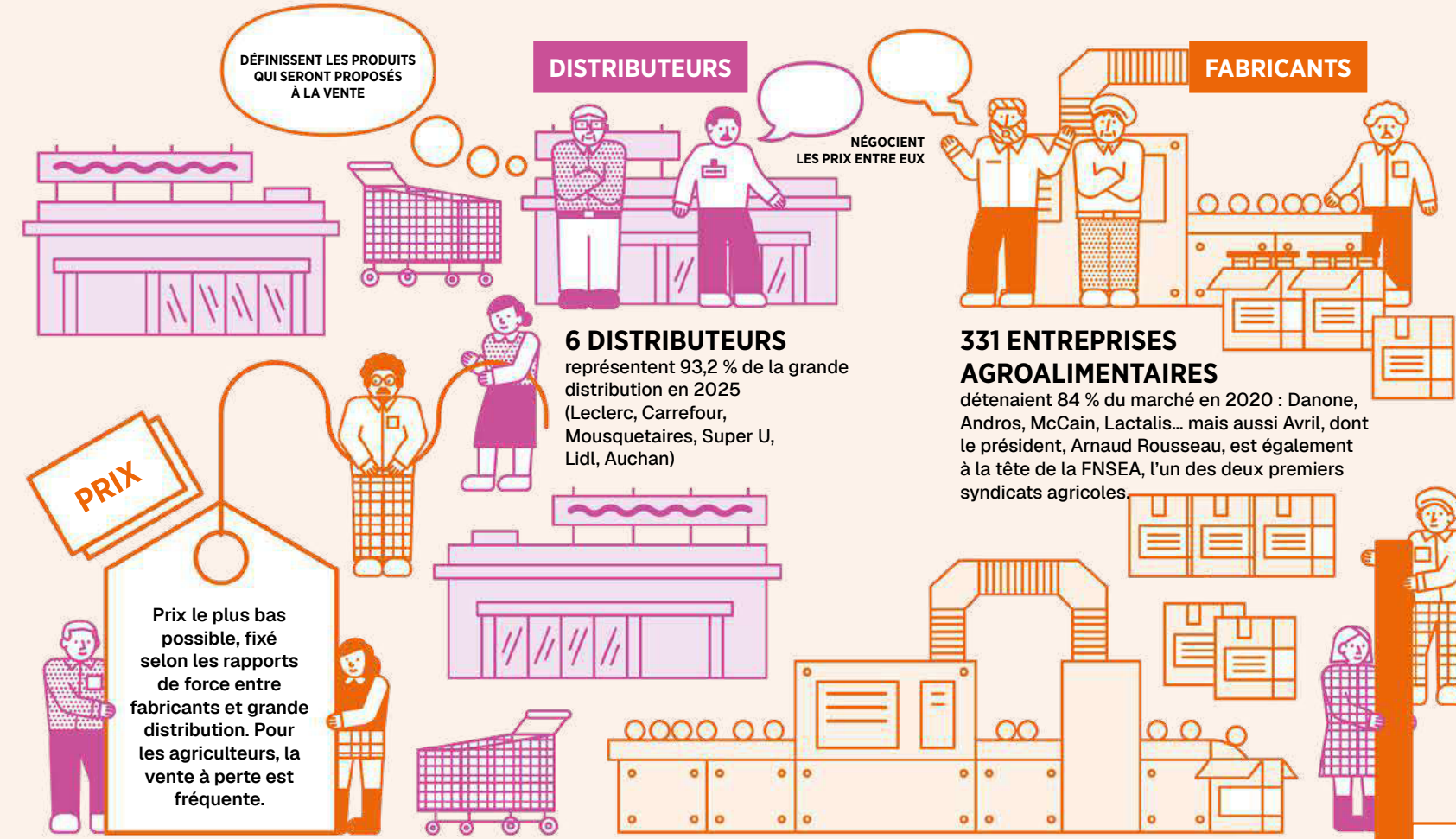
OÙ VA NOTRE BLÉ ?

Les dépenses alimentaires des Français frisent les 300 milliards d'euros par an. Quel système agricole cet argent soutient-il ? Comment mieux maîtriser la façon dont est produite notre nourriture ? Nous reproduisons ici le modèle agro-industriel « classique » et décrivons, en regard, un modèle alternatif dans lequel consommateurs et consommatrices engagés reprennent la main. Plongée dans un système qui commence à porter ses fruits, même s'il est loin de pouvoir s'appliquer à tous les produits et à toutes les situations.



Conception
Hélène Seigrier
Réalisation
Claire Martha
Sources
Agreste, OFPM – euro alimentaire 2019, Credoc, Insee, FranceAgriMer, MSS/DG3, EauFrance, Kantar, Terre de liens, Nielsen, Cniel.
© le 1

MODÈLE « CLASSIQUE »

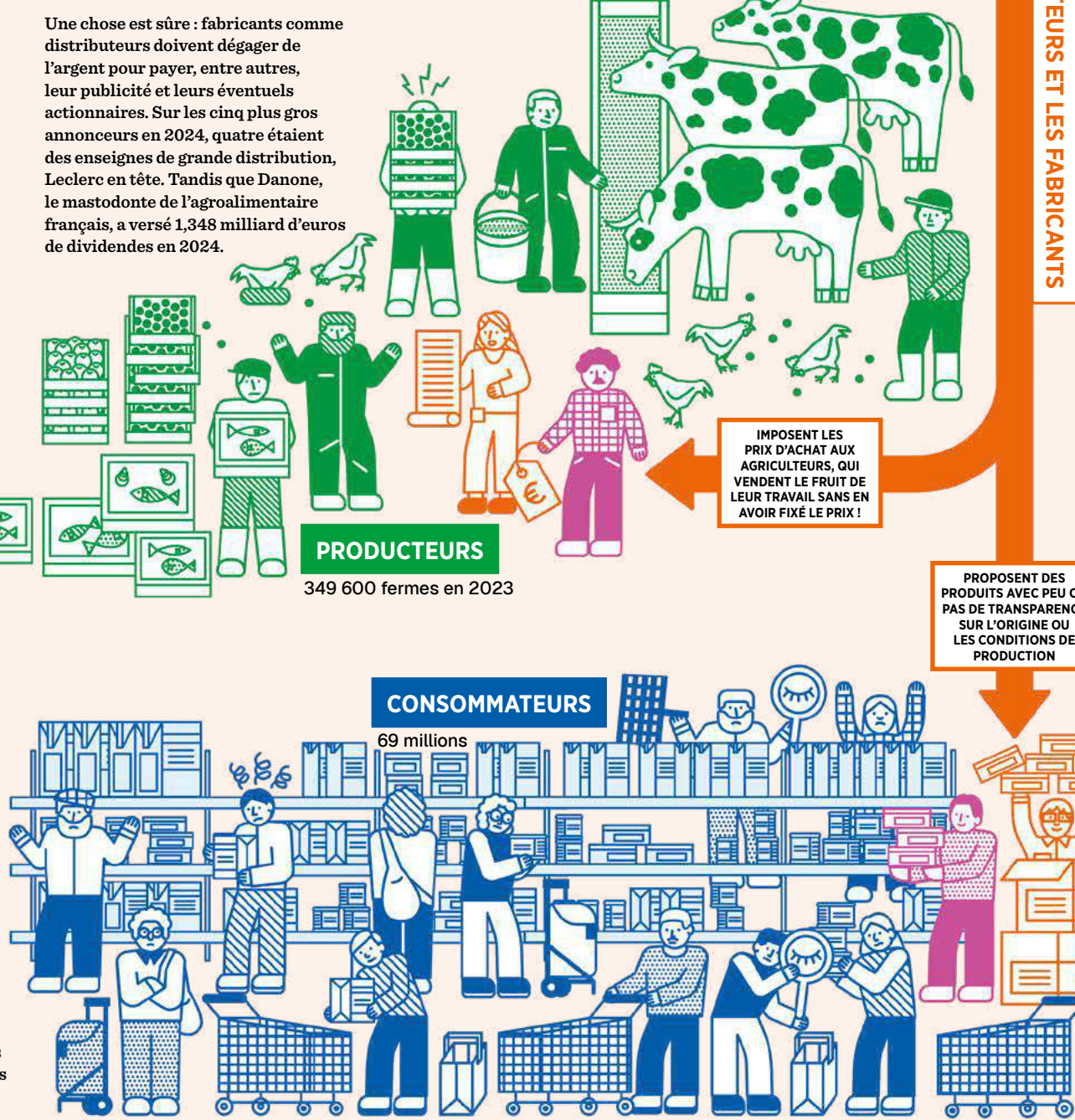


Pourquoi le modèle peut être opaque ?

DES PRIX DÉCIDÉS SANS LES PRINCIPAUX INTÉRESSÉS
Au royaume de la grande distribution, le blé c'est roi. Les prix affichés en rayon font l'objet d'un bras de fer entre une poignée de fabricants et un nombre encore plus restreint de distributeurs. D'après l'Observatoire de la formation des prix et des marges (OFPM). Ainsi, en 2023, les marges nettes étaient plus importantes sur la volaille ou les produits laitiers qu'en boucherie ou en poissonnerie.

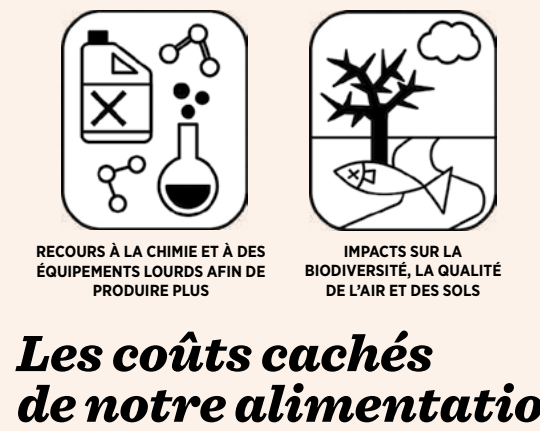
Une chose est sûre : fabricants comme distributeurs doivent décaler de l'argent pour payer, entre autres, leur publicité et leurs éventuels actionnaires. Sur les cinq plus gros annonceurs en 2024, quatre étaient des enseignes de grande distribution. Leclerc en tête. Tandis que Danone, le mastodonte de l'agroalimentaire français, a versé 1,348 milliard d'euros de dividendes en 2024.

DES CONDITIONS DE PRODUCTION MAL CONNUES
De la vache folle à la contamination de laits pour bébé, les scandales alimentaires témoignent de l'opacité qui règne sur l'origine et la qualité de nombreux produits. En 2025, par exemple, des supermarchés français ont vendu des œufs ukrainiens dans lesquels ont été détectés des antibiotiques interdits en Europe. Par ailleurs, mentionner l'origine des ingrédients n'est généralement pas obligatoire pour les produits transformés. Les fabricants ont donc recours à des matières premières agricoles en provenance de l'étranger, comme les tomates d'Indonésie, où à des additifs, moins chers que les ingrédients bruts.



Vente à perte et faibles revenus

« Paysons en détresse », « Nourrir et en mourir... ». À en croire les pancartes des manifestations, une partie du monde agricole va très mal. Si le niveau de vie moyen est de 2 825 euros par mois en viticulture, la pauvreté touche plus de 17 % des exploitants agricoles. « Un peu plus de la moitié des fermes, les exploitations familiales, sont en crise profonde et très affectées par la fluctuation des prix. À l'exception de celles où une AOC (appellation d'origine contrôlée) permet une relative assurance de revenu, comme pour le comté », analyse le sociologue Bertrand Hervieu, auteur avec François Pursel d'*Une agriculture sans agriculteurs : la révolution indécible* (Presses de Science Po, 2022). Moins subventionnées que les fermes « aux allures de firmes », moins protégées des aléas du marché, ces professionnels subissent des prix qui ne couvrent pas toujours leurs coûts de production. Dans l'Ain, les éleveurs de la coopérative avec qui a démarré l'initiative CQLP racontent qu'ils se laissent « avec la certitude de perdre 120 euros par jour ». En 2022, 42 % des agriculteurs étaient surendettés et le taux de suicide dans la profession était de moitié plus élevé que dans la population générale.



Les coûts cachés de notre alimentation

Pour assurer des prix bas, une part non négligeable des denrées vendues en France est importée : 40 % du beurre, 37 % des fruits tempérés, 33 % des légumes frais... Par ailleurs, de nombreuses fermes françaises, cherchant à produire le plus possible, recourent à des produits chimiques qui affectent l'environnement – plusieurs dizaines de points de captage d'eau potable sont par exemple fermés chaque année à cause de nitrates ou de pesticides. Il faut ensuite soigner les agriculteurs ou les rivières malades, traiter l'eau... Autant de « coûts cachés » payés par la collectivité et non par les responsables des pollutions. « S'y ajoutent les impacts de nos régimes alimentaires, comme l'obésité et le diabète, rappelle l'économiste Lucile Rogissart, chercheuse en agriculture et en alimentation à l'Institut for climate economics (IACE). Au total, le Basie (Bureau d'analyse sociale d'intérêt collectif) a évalué à 19 milliards d'euros par an les dépenses réelles pour compenser les impacts du système agroalimentaire. » Afin d'optimiser la transformation des céréales ou l'abattage des animaux, l'agro-industrie pousse également à la spécialisation des régions agricoles : élevage intensif dans l'Ouest, pomme de terre et betterave dans le Nord... « Alors qu'il est plus avantageux pour l'environnement et pour la santé de produire de façon diversifiée sur le territoire et dans les exploitations », poursuit la spécialiste. D'après une étude qu'elle a réalisée pour l'ITAC, si les soutiens publics au système agroalimentaire ont atteint 53,6 milliards d'euros sur l'année 2024, moins de 10 % étaient orientés d'une façon favorable à la transition écologique.

QUI FIXE LE PRIX ET LA QUALITÉ ?



TRANSPARENCE : QUI SAIT QUOI ?



MODÈLE TRANSPARENT PORTÉ PAR LE CONSOMMATEUR

